

DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE M. DAVID WHISSELL

Je, soussigné David Whissell, domicilié au [REDACTED], affirme solennellement ce qui suit :

1. Le ou vers le 5 juin 2015, j'ai reçu du procureur en chef de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (ci-après CEIC) une lettre datée du 3 juin m'informant que la CEIC pourrait, dans son rapport, inclure des faits qui me seraient préjudiciables.
2. Ainsi, la CEIC m'informait qu'il était possible que les commissaires tirent les conclusions suivantes me concernant :
 - a. *D'avoir tenté d'obtenir des informations confidentielles de la part de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ afin de favoriser Béton de la 344 inc., une entreprise dans laquelle il avait des intérêts financiers (2001);*
 - b. *D'être intervenu auprès de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, afin que ce dernier annule un appel d'offres, ce qui constitue de l'ingérence politique dans un processus administratif, alors qu'il était député d'Argenteuil et adjoint parlementaire du premier ministre (2004);*
 - c. *D'être intervenu auprès de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, en faveur de l'entreprise ABC Rive-Nord afin de favoriser des intérêts financiers personnels alors qu'il était député d'Argenteuil à l'Assemblée nationale et adjoint parlementaire du premier ministre (2004).*
3. Avant le 3 juin 2015, la CEIC n'a jamais tenté de communiquer de quelque façon avec moi.
4. Je nie la véracité de ces trois (3) allégués puisque :
 - a. Je n'ai pas tenté d'obtenir des informations confidentielles de la part de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ afin de favoriser Béton de la 344 Inc.;
 - b. Je ne suis pas intervenu auprès de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, afin que ce dernier annule un appel d'offres;

- c. Je ne suis pas intervenu auprès de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, en faveur de l'entreprise ABC Rive-Nord inc. alors que j'étais député d'Argenteuil à l'Assemblée nationale et adjoint parlementaire du premier ministre;
5. Par le biais de mon procureur, j'ai demandé le 10 juin 2015 à la CEIC l'information sur laquelle celle-ci se fondait pour arriver à envisager de telles conclusions.
6. La CEIC a répondu le 12 juin 2015 à ma demande en déclarant dans une lettre : *«que les conclusions défavorables envisagées se fondent sur les témoignages de Mario Turcotte et Gilles Roussy et sur les pièces produites pendant ces deux témoignages»*. La CEIC n'a dénoncé aucune autre source.
7. La preuve rendue lors de ces deux (2) témoignages retenus par la CEIC me laisse grandement perplexe tant elle est fondée sur des ouï-dires, des faits inexacts, des impressions, des mémoires défaillantes et des réponses dirigées par le procureur de la CEIC.
8. J'ai demandé à la CEIC d'être entendu en exerçant un témoignage en personne auprès de cette instance.
9. Le 11 juin 2015, la CEIC, par l'entremise de sa procureure en chef Me Sonia LeBel, a refusé que je sois entendu en personne en affirmant : *«selon le mode de preuve privilégié par les commissaires, le témoignage se fera par le biais de déclaration assermentée»*.
10. J'exerce donc mes droits par le seul moyen mis à ma disposition, la présente déclaration assermentée.
11. J'attirerai ci-après l'attention de la CEIC sur l'absence de preuve quant à chaque allégué.

A. Allégué relatif au fait d'avoir tenté d'obtenir des informations confidentielles de la part de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, afin de favoriser Béton de la 344 inc. (2001)

12. En 2001, j'étais député d'une formation politique à l'opposition officielle.

13. En 2001, je détenais la compagnie Béton de la 344 Inc., laquelle vendait du béton de ciment préparé et n'exerçait aucune activité de construction.
14. Béton de la 344 Inc. n'a jamais agi à titre d'entrepreneur général et n'a jamais détenu de licence de la part de la Régie du bâtiment du Québec à cette fin et par conséquent n'a jamais fait de travaux de construction.
15. En 2001, Béton de la 344 Inc. n'avait pas de plan d'asphalte (béton bitumineux) et n'en a jamais possédé, ni avant, ni après.
16. Comme tout député qui se respecte, je devais offrir à mes concitoyens du comté d'Argenteuil le plus d'informations possibles quant aux actions du gouvernement dans les différents secteurs d'activités de celui-ci.
17. Comme député, je disposais du personnel nécessaire à mon bureau de comté qui agissait avec moi auprès des différents ministères, société gouvernementales, cabinets politiques et autres instances gouvernementales.
18. Mon personnel et moi-même interagissions dans le quotidien avec les différentes instances gouvernementales et politiques afin de rencontrer les nombreuses demandes des citoyens, municipalités, organismes, entreprises et autres dans le but de satisfaire leurs demandes, obtenir de l'information, diffuser de l'information et effectuer différentes annonces à la population.
19. Pour ce faire, mon personnel et à certaines occasions moi-même, contactions les gens dans l'appareil gouvernemental.
20. Il est de l'essence même du rôle d'un député d'interagir avec l'appareil gouvernemental, aussi bien sur le plan administratif que politique.
21. D'ailleurs, M. Turcotte a indiqué le 6 mai 2014 (vol. 194, page 205, ligne 21) : «Puis souvent, bien on parle avec les députés...».
22. Puis, au vol. 194, à la page 206, ligne 2, il ajoute : «ça veut dire que les députés, souvent, quand ils sont en région, ça les informe, premièrement, du projet puis ils peuvent transmettre ça aussi à leurs concitoyens».
23. De plus, le 7 mai 2014 (vol. 195, page 96, lignes 14 à 23) il ajoute : «Des fois ils veulent beaucoup, mais tous les députés, quand on les

rencontre, ils travaillent toujours sur des projets. Ils sont très préoccupés. Ils nous aident à bien comprendre la situation. Même à l'intérieur de leur comté, souvent, ils nous aident à faire des choix.»

24. Les interactions entre le MTQ et moi-même ou mon personnel de comté étaient souvent initiées par M. Turcotte ou ses représentants.
25. Il nous est donc arrivé, à mon personnel de comté et moi-même comme député, d'échanger avec M. Turcotte, ou d'autres représentants de son ministère, pour obtenir de l'information dans le but de la communiquer aux contribuables, de lui faire part des préoccupations de mon comté afin qu'il puisse effectuer les bons choix dans son travail de gestion. Il en allait de même dans tous les autres ministères.
26. M. Turcotte a omis de rapporter qu'à plusieurs occasions, il rencontrait sans moi des membres de mon personnel de député, et ce aussi bien à ses bureaux qu'aux miens.
27. Les interventions de mon bureau et de moi-même auprès du MTQ pouvaient aussi bien être pour des déficiences constatées, des demandes d'améliorations, des transferts de pétitions, des demandes d'échéanciers, d'exécution, des annonces de la planification ou encore des transmissions des besoins locaux ou régionaux.
28. Nos interventions pouvaient être aussi en relation sur des contrats ou des travaux de déneigement, de glissière de sécurité, de lignage, de coupe de foin, d'éclairage, de signalisation, de réparation d'entrées et de ponceaux, de pavage d'accotement, de pavage et réfection et bien d'autres.
29. Il ne s'agissait pas d'un domaine où œuvrait Béton de la 344 inc.
30. M. Turcotte ou ses représentants n'ont pas donné, à moi ou mon personnel de comté, d'information confidentielle qui aurait pu favoriser mon entreprise et je n'en ai jamais requise auprès d'eux.
31. D'ailleurs, M. Turcotte n'a jamais témoigné à cet effet.
32. Personne ne m'a jamais contacté pour me demander de cesser d'obtenir de l'information de M. Turcotte ou que mes représentants cessent d'en obtenir.

33. Au contraire, M. Turcotte ou les représentants du MTQ me transmettaient différentes informations sur différents sujets énumérés ci-avant, incluant les travaux routiers à venir et la programmation, ce qui était aussi tout à faire normal.
34. D'ailleurs, M. Turcotte faisait à chaque année, de son propre chef, la tournée des bureaux de députés afin de connaître les préoccupations de ceux-ci, comme il l'explique aux pages 205, 206 et 207 du vol. 194.
35. M. Turcotte a interprété à sa façon mes demandes d'informations comme le démontre son témoignage du 6 mai 2014 (vol. 194, page 207, ligne 21), où il dit : «je pense qu'il voulait peut-être parler de projets...». Il s'agit d'une simple perception et non de faits.
36. Le procureur de la Commission, Me Paul Crépeau, tente de relier aux contrats d'asphaltage l'allégué concernant «la tentative d'obtenir des informations confidentielles».
37. En effet, le 6 mai 2014 (vol. 194, page 208, ligne 8), il expose au témoin : «je comprends que c'était dans des contrats d'asphaltage qu'il se...qu'il s'intéressait?»
38. Et le témoin a répondu : «à mon souvenir, c'était des contrats d'asphaltage».
39. Je rappelle à la Commission que Béton de la 344 inc. ne faisait pas d'asphaltage...
40. Par la suite, le témoin tente lui-même de corriger le tir initié par Me Crépeau à l'effet que Béton de la 344 inc. ne faisait pas d'asphaltage.
41. D'autre part, en ce qui concerne le calepin de notes de M. Turcotte, l'inscription «344» apparaissant sous le nom «Jacques Gagnon» réfère à la route 344 et non pas à l'entreprise Béton de la 344 inc. Cette inscription n'a donc aucun lien avec l'entreprise dans laquelle j'avais des intérêts.
42. En effet, en 2001, le MTQ a procédé à un appel d'offres pour une section de la route 344 entre Saint-André d'Argenteuil et Saint-Placide.
43. Un représentant de la municipalité de Saint-André d'Argenteuil avait communiqué avec mon bureau pour exprimer l'inquiétude du

conseil de ville, ayant eu vent que le MTQ voulait annuler cet appel d'offre.

44. Pour cette municipalité et ses résidents, ces travaux constituaient un projet attendu depuis très longtemps.
45. Mon bureau, et je pense que cela fût par Mme Diane Lapointe, a demandé au MTQ et possiblement à Mario Turcotte des éclaircissements sur ce projet afin d'être en mesure de donner les précisions à la municipalité et aux citoyens qui, eux aussi, nous téléphonaient.
46. En aucun temps, mon bureau ou moi-même avons demandé que l'appel d'offre ne soit annulé ou maintenue, sachant que le MTQ était maître de ses décisions. Nous agissions seulement pour obtenir des détails.
47. Finalement, le MTQ a procédé à l'annulation de l'appel d'offre en question et a relancé presque immédiatement après le même appel d'offres.
48. Les travaux ont été exécutés dans le cadre du second appel d'offres, l'effet étant d'avoir simplement retardé d'un an le début des travaux.
49. En résumé, il n'y a donc aucun lien à tisser entre mes discussions, ou celle de mes représentants, avec M. Turcotte et les représentants du MTQ et l'entreprise Béton de la 344 Inc.
50. Par ailleurs, je m'étais assuré de la conformité de ma position vis-à-vis des règles d'éthique en rapport avec Béton de la 344 inc. en obtenant plusieurs avis favorables de la part du Jurisconsulte de l'Assemblée Nationale du Québec.
51. Ma conduite a été exemplaire ainsi que celle de mon personnel.
52. Je demande à la Commission de ne pas tirer de conclusions négatives me concernant à ce sujet.

B. Allégué relatif au fait d'être intervenu auprès de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, afin que ce dernier annule un appel d'offres (2004)

53. Cet allégué découle apparemment des témoignages de Gilles Roussy et Mario Turcotte.

54. Le témoignage de Gilles Roussy en est un de oui-dire lorsqu'il indique le 5 mai 2014 (vol. 193, page 277 à la ligne 3) : «je me rappelle d'un cas, **pas directement à moi**, mais il y a un directeur territorial qui avait eu une demande d'un député...(.) **Je voudrais pas être trop précis parce que je sais pas** si c'est à l'effet d'annuler, de reporter ou de retourner en soumission, mais il était pas d'accord avec le résultat de l'appel d'offres».
55. En plus de constituer un oui-dire, son témoignage est imprécis et vague en ce qu'il ignore le type de demande qui aurait été formulée; si M. Whissell était ministre ou député; si cela s'est passé en 2003 ou 2004; et puisqu'il n'était pas témoin, il ne sait pas si l'appel était de M. Whissell ou de son bureau...(vol. 193, page 280, ligne 2 à 7); M. Roussy ne sait pas qui l'opération dérangeait (...) il ne connaît pas assez le territoire pour dire quelles compagnies étaient en cause.
56. Quant à l'affirmation de M. Roussy à l'effet qu'il a contacté le cabinet du ministre et qu'il fût informé dix (10) minutes après «qu'il n'y aurait plus de démarches de la part du député de ce genre-là», j'informe la commission que je n'ai jamais reçu d'appel du cabinet du ministre des transports ou de quiconque m'informant d'une telle situation.
57. Je considère cette histoire rapportée du témoin Gilles Roussy tout à fait loufoque et ridicule.
58. Je considère que Gilles Roussy a, au mieux, fait erreur quant au nom du député, surtout en considérant que M. Turcotte n'a aucun souvenir de cette aventure qui n'aurait pas pour autant été singulière.
59. En effet, ce qui me semble le plus troublant de cet allégué de Gilles Roussy est que celui-ci fonde son témoignage sur les propos de Mario Turcotte qui a affirmé très clairement, à plusieurs reprises à la CEIC, ne pas se souvenir de l'évènement décrit par M. Roussy et ne pas se souvenir d'avoir déclaré un tel évènement à M. Roussy.
60. M. Turcotte déclare au vol. 194, aux pages 201, 202, 203, 204, 214, 215, 216, **à une dizaine d'occasions**, ne pas se souvenir d'un tel évènement, et ce malgré les insistances du procureur de la CEIC.
61. M. Turcotte, à la page 215 du vol. 194, ne peut être plus clair en disant : *«je me souviens pas d'avoir une offre...une demande...d'un*

député ou...de personne, même pas de monsieur Roussel». (M. Turcotte fait un lapsus quant à mon nom de famille lors de ce passage du témoignage.)

62. M. Turcotte va encore plus loin à la page 216 du vol. 194 en contredisant M. Roussy en disant qu'il n'a *«jamais eu de demande, que je me souviene, pour faire annuler le plus bas soumissionnaire de...soit de M. Roussel ou d'un autre (...)»*, faisant référence à moi-même ou à un autre député (tout en faisant encore un lapsus sur mon nom).
63. Le témoignage de M. Turcotte indique qu'il prenait beaucoup de notes. Comment se fait-il qu'un événement si important ne se retrouve pas dans ses notes? C'est qu'il n'a tout simplement pas existé.
64. Le procureur de la CEIC a même tenté, le 7 mai 2015, de mettre en preuve un contrat qui, selon lui, était le contrat que j'aurais apparemment tenté de faire annuler.
65. Heureusement, un avocat alors présent à l'audience, Me Benoît Boucher, s'est interposé pour indiquer à Me Crépeau, procureur de la CEIC, que l'appel d'offres suggéré au témoin Turcotte avait été ouvert le 30 avril 2004 alors que la fameuse tentative de faire annuler un contrat aurait eu lieu le 14 avril 2004!
66. Il est tout à fait impossible que j'aie pu demander l'annulation de l'octroi d'un contrat à une entreprise alors que les résultats des soumissions n'étaient même pas connus.
67. Par ailleurs, je n'ai jamais demandé l'annulation de quelque contrat que ce soit auprès du MTQ.
68. La preuve amassée par la CEIC au sujet de cet allégué de tentative de faire annuler un contrat appartient au domaine de l'imaginaire et la principale personne intéressée, Mario Turcotte, a reconnu qu'il n'y a jamais eu de demandes d'annulation de contrat de ma part.
69. J'ai trouvé l'insistance du procureur de la CEIC auprès de M. Turcotte tout à fait déplacée, voire oppressante.
70. Je demande à la Commission de ne pas tirer de conclusions négatives me concernant à ce sujet.

C. Allégué relatif au fait d'être intervenu auprès de Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, en faveur de l'entreprise ABC Rive-Nord (2004)

71. En 2004, je détenais via une fiducie 20% des actions d'ABC Rive-Nord inc.
72. Par cette fiducie et aussi par mes agissements, je n'étais pas impliqué dans l'entreprise, encore moins au niveau du processus d'appel d'offres ou d'exécution des contrats.
73. Je n'exerçais donc pas de contrôle sur les activités d'ABC Rive-Nord inc.
74. J'ai consulté le Jurisconsulte de l'Assemblée Nationale à plusieurs reprises pour m'assurer de bien respecter les règles d'éthique en vigueur.
75. J'ai dit clairement à M. Turcotte ainsi qu'à son successeur M. Lambert que sous aucune considération je voulais qu'il me parle ou qu'il parle à mon personnel de dossier qui pouvait impliquer ABC Rive-Nord Inc.
76. Il nous est arrivé, à mon personnel de comté et à moi-même comme député, d'échanger avec M. Turcotte ou d'autres représentants de son ministère pour obtenir de l'information à communiquer aux contribuables et pour lui faire part des préoccupations de mon comté afin de l'aider à effectuer les bons choix dans son travail de gestion. Il en allait de même dans tous les autres ministères.
77. M. Turcotte a omis de rapporter qu'à plusieurs occasions, il rencontrait sans moi des membres de mon personnel de député, et ce aussi bien à ces bureaux qu'à mon bureau de comté.
78. Les interventions de mon bureau et de moi-même auprès du MTQ pouvaient aussi bien être pour des déficiences constatées, des demandes d'améliorations, des transferts de pétitions, des demandes d'échéanciers d'exécution, des annonces de la planification ou encore des transmissions des besoins locaux et régionaux.
79. Nos interventions pouvaient être aussi en relation avec des contrats ou des travaux de déneigement, de glissière de sécurité, de lignage, de coupe de foin, d'éclairage, de signalisation, de

- réparations d'entrées et de ponceaux, de pavage d'accotement, de pavage et réfection et bien d'autres.
80. Mon intérêt de député ainsi que celui de mon personnel était à tous les niveaux d'intervention ou différents types de travaux que pouvaient exercer le MTQ.
81. M. Turcotte ou ses représentants n'ont pas donné, à moi ou à mon personnel de comté, d'information confidentielle qui aurait pu favoriser ABC Rive-Nord Inc. et je n'en ai jamais requise auprès d'eux.
82. D'ailleurs, M. Turcotte n'a jamais témoigné à cet effet.
83. La CEIC aurait pu faire témoigner le successeur de M. Turcotte, soit M. Lambert, lequel aurait corroboré mon intégrité et celle de mon personnel de député.
84. Au printemps 2004, le patriarche de la famille Marchand, le père de Louis Marchand, m'a interpellé pour m'exprimer son mécontentement quant à l'octroi de contrats négociés à des tiers au détriment de son entreprise (vol. 198, page 225).
85. Cependant, je n'ai pas tenu les propos auxquels réfère Louis Marchand de la page 225, ligne 22 à la page 226, ligne 10.
86. L'usine de M. Marchand était située dans une région administrative du territoire dont M. Turcotte était le directeur régional, soit Lanaudière.
87. Comme dans tous les dossiers de tiers, j'ai fait mon travail de député. Je suis allé à l'information.
88. J'ai donc rencontré dans les jours suivants M. Turcotte dans le cadre du dossier de la famille Marchand.
89. J'ai demandé à M. Turcotte qu'il m'explique le fonctionnement et l'application par sa direction de l'octroi de contrats.
90. À aucun moment je n'ai fait référence à ABC Rive-Nord Inc. ou à d'autres entreprises de l'industrie du pavage.
91. J'ai exprimé à M. Turcotte qu'il me semblait dans l'intérêt du public d'éviter l'octroi de contrats tarifiés, sachant que dans un cadre de saine concurrence le mode par appels d'offre était à privilégier.

92. Je n'étais pas le supérieur de M. Turcotte, mais j'agissais à titre de député responsable de la région dans laquelle était localisée l'usine de M. Marchand, soit Lanaudière, et qui était saisi d'une demande.
93. Je suis revenu au père Marchand et à son fils Louis par la suite pour leur dire que j'avais fait une intervention, ce qui est relaté aux lignes 7 à 10 de la page 227, volume 198.
94. Je ne suis jamais intervenu auprès d'un ministre des transports ou d'un membre de ce cabinet à l'égard des contrats tarifés et encore moins au bureau du premier ministre du Québec.
95. M. Turcotte était libre de ses agissements et devait accueillir mes propos comme une invitation à protéger les intérêts de la société et des contribuables, sans aucun favoritisme.
96. Mon intervention n'avait rien de menaçante et j'ai exprimé un point de vue suite à une demande légitime d'un contribuable.
97. Il est clair que M. Turcotte ne savait pas que M. Marchand m'avait fait des représentations.
98. Avec ou sans intérêt dans l'entreprise ABC Rive-Nord inc., je referais sans équivoque cette représentation qui était requise par ma fonction de député dans le cadre de la demande d'un contribuable.
99. D'ailleurs, le Vérificateur Général du Québec, M. Renaud Lachance, a porté un regard très dur sur la gestion par le MTQ du système d'octroi de contrats négociés. En effet, il a rendu un rapport public en septembre 2009. Ses conclusions ont été très claires et à l'effet qu'il était nécessaire que le gouvernement revoie toutes les règles entourant ce système d'octroi de contrats.
100. Ironiquement, le Vérificateur Général du Québec s'est penché sur des contrats tarifés reçus par ABC Rive-Nord Inc. lors de son opération.
101. En point de presse, le Vérificateur Général du Québec a clairement exprimé que je n'avais aucun lien avec l'octroi de ces contrats tarifés à ABC Rive-Nord Inc. (voir la transcription d'un point de presse de Renaud Lachance à l'Assemblée Nationale du Québec le 11 septembre 2009, annexée aux présentes)

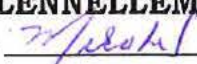
102. En effet, je n'ai appris qu'en 2008, à l'Assemblée Nationale du Québec, qu'ABC Rive-Nord Inc. avait reçu des contrats tarifés.
103. Moi, ou personne en mon nom, n'avons jamais fait de pressions pour qu'ABC Rive-Nord Inc. reçoivent des contrats tarifés ou tout autres contrats.
104. En bout de ligne, j'ignore comment M. Turcotte a perçu les commentaires logiques que j'ai formulés quant au mode d'octroi des différents contrats. Ces mêmes commentaires auraient pu être ceux de toute personne sensée.
105. Le témoignage de M. Turcotte relève davantage d'une question de perception plutôt que l'établissement d'un fait avéré quant à mes intentions d'intervenir auprès de lui.
106. En effet, je n'ai formulé aucune demande, mais j'ai fait part d'un point de vue : il est plus avantageux pour les contribuables que le gouvernement aille en appel d'offres plutôt que d'octroyer des contrats de gré à gré.
107. Le Vérificateur Général du Québec a d'ailleurs abondé dans le même sens.
108. Par ailleurs, vers 2007, M. Turcotte aurait été suspendu promptement de ses fonctions de directeur. Le peu d'information que nous avons reçue à l'époque voulait qu'il aurait trempé dans une histoire d'octroi de contrat où il n'aurait pas agi selon les règles et qu'il était sous enquête.
109. Très rapidement par la suite, M. Turcotte a été embauché par la firme Dessau, laquelle est bien connue de la CEIC.
110. Également, le 16 septembre 2009, le Jurisconsulte de l'Assemblée Nationale, M. Claude Bisson, rendait un avis à l'effet qu'il était souhaitable qu'ABC Rive-Nord Inc. ne participe pas à des contrats tarifés ou encore de gré à gré.
111. En novembre 2009, par soucis de transparence, j'ai déposé devant l'Assemblée Nationale du Québec cet avis du Jurisconsulte.
112. Finalement, personne ne m'a indiqué à l'époque que j'aurais eu une conduite inacceptable avec M. Turcotte.
113. Comme député, j'ai toujours agi dans le seul intérêt des contribuables et de la province du Québec.

114. Je demande à la Commission de ne pas tirer de conclusions négatives me concernant à ce sujet.

ET, L'A SIGNÉ :



DAVID WHISSELL

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT
Devant moi à 

Ce 26 juin 2015



Commissaire à l'assermentation

